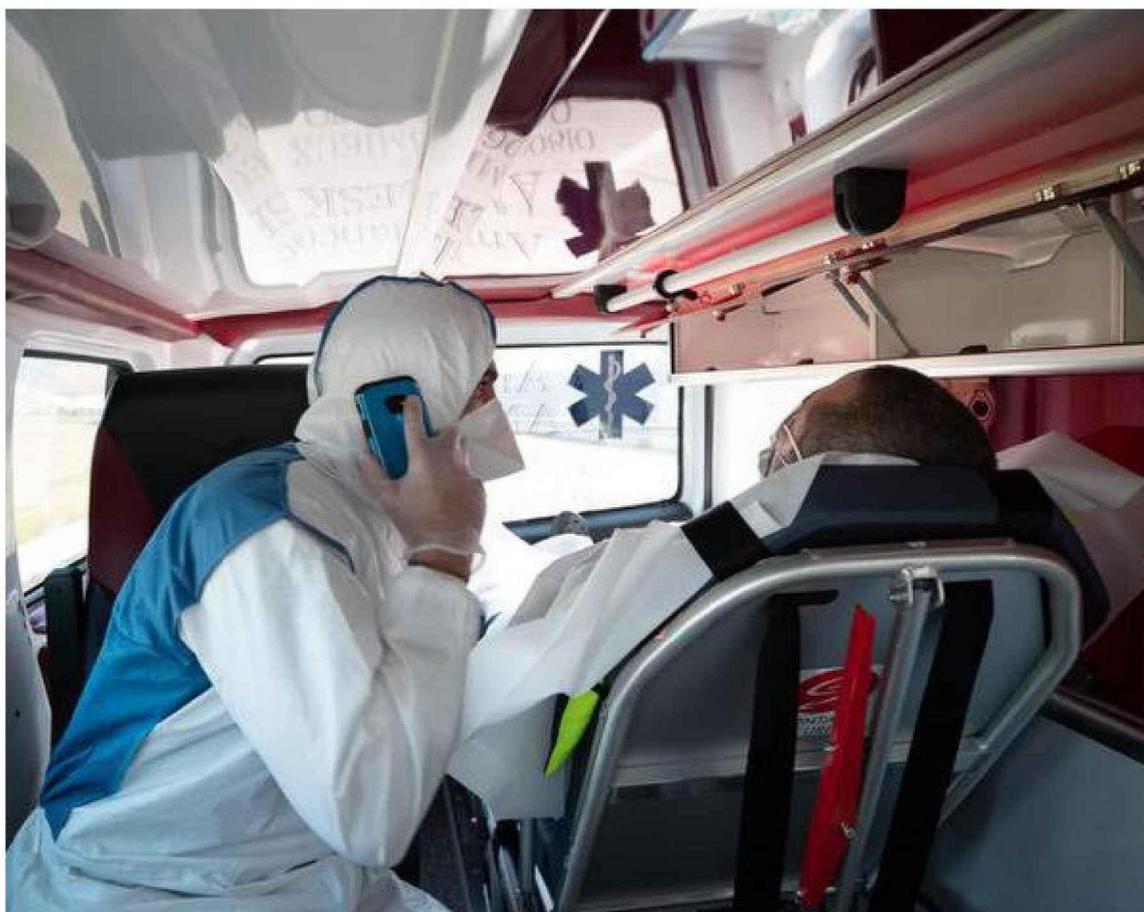




SANTÉ

Les sociétés d'ambulances "ne tiendront pas jusqu'à Noël"

NORMANDIE. Trois questions à... Benoît Brousset, délégué normand de la Chambre nationale des services d'ambulances.



Les sociétés d'ambulances n'arrivent plus à faire face avec les tarifs encadrés pratiqués Photo Nicolas Beaumont/CNSA



Propos recueillis par **ANTHONY QUINDROIT**

Au plus fort de la crise sanitaire du Covid-19, déjà, les sociétés d'ambulances interpellèrent le gouvernement quant à leur situation. Depuis, aucun changement. Pis encore, les alertes se multiplient. Benoît Brousset, délégué régional de la



« On veut une réévaluation de la tarification de la Sécurité sociale. Il faudrait une hausse de 20% »

Benoît Brousset

Chambre nationale des services d'ambulances, principale organisation professionnelle du secteur,

craint l'hécatombe si rien ne change très rapidement.

Quels sont les motifs d'inquiétudes ?

Benoît Brousset : « Nous sommes une profession réglementée. Que ce soit du côté structurel ou tarifaire. Or, les tarifs n'ont été augmentés, depuis quinze ans, que d'1,87 % ! Nous subissons de plein fouet l'effet ciseau : les charges augmentent et nous travaillons à perte. Il y a l'inflation, les prix des carburants... Pour cette partie, nous sommes de gros consommateurs, et même si nous essayons de changer nos véhicules pour passer à l'électrique ou à l'hybride, les prix sont tellement importants que nous n'y arrivons pas. »

Quelles sont les conséquences pour les patients ?

« Le risque, c'est que les sociétés d'ambulances soient obligées de sélectionner les transports. Cela a déjà commencé. C'est aberrant ! Il y a un risque de rupture de soins pour les patients. La situation est d'autant plus compliquée que nous faisons face à des fermetures de services hospitaliers impliquant des trajets plus longs à faire,

donc plus de dépenses et moins de prises en charge possibles... »

Et quelles solutions réclamez-vous ?

« On veut une réévaluation de la tarification de la Sécurité sociale. Il faudrait une hausse de 20 % ! Cela fait dix ans que la profession survit à coups de subventions non touchées en intégralité. La dernière en date était de 100 millions d'euros, finalement réduite à 65 millions en octobre et elle n'a pas été intégralement distribuée. Les ministères se renvoient la balle car on est sur deux conventions, assimilés au transport routier d'un côté et à la santé de l'autre... On n'embauche plus alors qu'il y a du travail parce qu'on ne peut plus faire face aux charges. J'ai 49 salariés dans ma société de Guichainville : je n'ai pas les moyens de remplacer ceux qui sont partis et je suis obligé de refuser du travail, ça n'est pas normal ! Il y a des entreprises qui ferment déjà et on ne tiendra pas jusqu'à Noël dans cette situation. Il faut une réaction immédiate des pouvoirs publics sinon la profession va s'effondrer. Nous n'avons pas encore prévu de journée d'action mais tout le monde est prêt à se mobiliser. » ■